

CÉRÉMONIE ■ En mémoire des victimes de crimes racistes et antisémites

Vel' d'hiv' : la repentance de l'État

« La rafle des 16 et 17 juillet 1942 est une blessure qui ne cicatrisera jamais. Assurément, elle est une blessure à l'âme de la France ! »

Hier matin, le square Edouard-Millien, à Nevers, recelait encore assez de fraîcheur pour ne pas accabler davantage le représentant de l'État, en l'occurrence le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre, Alain Brossais.

Si depuis 1995 et la décision de Jacques Chirac de reconnaître la responsabilité de l'État français dans les persécutions des juifs et tziganes aux côtés de l'occupant nazi, « notre pays peut regarder son passé avec clarté », il a fallu attendre 2000 pour une Journée nationale dédiée à la mémoire des victimes de crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux "Justes" de France.



HOMMAGE. Genia Obœuf, 96 ans, survivante d'Auschwitz, dépose une gerbe entre Lilliane Depresle, un jeune Neversois et Jean-Charles Amsellem, représentant la communauté juive de Nevers.

« Nous nous devons de témoigner obstinément pour ceux dont ils ne reste que le nom, les cendres, et pour ceux aussi, sans qui l'humanité aurait perdu

tout honneur, les Justes » a témoigné Jean-Charles Amsellem, au nom de la communauté juive de Nevers. Le maire de Nevers, les deux députés de la

Nièvre et Genia Obœuf, déportée, à 20 ans, à Auschwitz en 1943, ont notamment participé à la cérémonie. ■

Jean-Christophe Henriet